

GROUPE CONSULTATIF POUR LE SENEGAL

(Paris, 11-13 juin 2003)

Allocution de Mr Abdoulaye Mar Dieye, représentant le Directeur du PNUD AFRIQUE

Excellence, Mr le Premier Ministre,
Excellences, Mesdames, Messieurs les Membres du Gouvernement,
Mesdames et Messieurs, les Ambassadeurs, Chefs de Missions Diplomatiques et Représentants
des Organisations internationales et inter-africaines,
Distingués invités,
Mesdames, Messieurs,

C'est pour moi un honneur et un réel plaisir de prendre la parole, au nom du Programme des Nations Unies pour le Développement, à l'occasion de cette importante rencontre de concertation entre le Gouvernement du Sénégal et ses partenaires au développement.

Cette réunion du Groupe consultatif, la première depuis 1998, vient à point nommé, pour renforcer le dialogue des politiques et le processus continu de concertation que développe avec succès, le Sénégal. Elle s'inscrit dans un agenda hautement stratégique, fondé sur des engagements conjoints du Sénégal et de la communauté internationale, qui valorise une vision à long terme du développement, issue notamment du Sommet du Millénaire. Elle permet également de fédérer, autour de la Stratégie multisectorielle et intégrée de lutte contre la pauvreté, (dénommée DSRP), qui a été définie par le Gouvernement et unanimement approuvée par l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux, les initiatives pour la promotion du développement humain.

La présence des principaux partenaires du Sénégal et la participation des agences du système des Nations Unies, aux côtés du FMI et de la Banque Mondiale, à cette importante réunion du Groupe Consultatif, traduit le dynamisme de la coopération entre le Sénégal et la communauté internationale et la forte volonté d'accompagner les acteurs nationaux dans les défis de la lutte contre la pauvreté et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Au cours des dernières années, le PNUD et avec lui, l'ensemble des agences du SNU, ont œuvré activement auprès du Gouvernement mais également en direction de l'ensemble des composantes de la Nation sénégalaise pour formaliser les diagnostics de la pauvreté, accompagner la dynamique participative à travers l'organisation d'ateliers sectoriels et régionaux, et promouvoir cette stratégie multisectorielle de lutte contre la pauvreté.

Nous souhaitons féliciter le Gouvernement pour la manière dont il a conduit l'ensemble de ce processus qui permet aujourd'hui, au Sénégal, de bénéficier d'un soutien actif des institutions de Bretton Woods, d'un accord d'emprunt triennal avec le FMI issu de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC) et de perspectives importantes liées à l'atteinte prochaine du « Point d'achèvement » de l'initiative renforcée de réduction de la dette (PPTF).

Les orientations définies par le Gouvernement du Sénégal, sur le plan politique, économique et social et le contexte dans lequel elles s'insèrent, sont tout à fait favorables à une accélération de la croissance économique, à une meilleure répartition de ces fruits, à un investissement fort au profit des secteurs sociaux de base et à la réduction des disparités entre les hommes et les femmes, défis indispensables pour lutter contre la pauvreté et les inégalités.

Les actions de soutien à la diversification des secteurs productifs et notamment du secteur de l'agriculture, à l'amélioration de la compétitivité et de l'intégration au marché mondial, à un meilleur accès aux ressources productives et à la réduction de la vulnérabilité aux chocs exogènes y compris les priorités en matière de protection de l'environnement et de gestion plus durable des ressources naturelles, constituent des défis essentiels pour le Sénégal auxquels souscrit l'ensemble des partenaires.

Excellence, Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames, Messieurs,

S'agissant de l'évolution des stratégies de développement du pays, le PNUD voit dans l'adoption de la stratégie de lutte contre la pauvreté ainsi que dans l'élaboration du Programme National de Bonne Gouvernance (PNBG), un effort de concrétisation des engagements pris par le Gouvernement du Sénégal, à l'occasion des grandes conférences mondiales organisées sous l'égide de l'ONU et le félicite pour la qualité du dialogue, l'ouverture et la dynamique participative ainsi que l'appropriation.

Le PNUD a joué et joue un rôle déterminant pour accompagner le Gouvernement et les autres acteurs clés, que ce soit au niveau central et/ou décentralisé, pour la réalisation d'actions en faveur de la bonne gouvernance et du renforcement des capacités nationales y compris de la société civile mais également pour la lutte contre la pauvreté et la promotion des secteurs sociaux essentiels, éléments indispensables à la réalisation d'un développement humain et durable.

Le PNUD contribue à la promotion du dialogue des politiques et au renforcement des partenariats à travers notamment le cadre de concertation des partenaires au développement, co-présidé par le PNUD et la Banque Mondiale, la co-présidence de 2 groupes thématiques et la participation active dans les principaux groupes de concertation notamment ceux consacrés à la réforme des finances publiques, à la décentralisation, à la promotion du secteur privé et de la microfinance, au développement rural et à la sécurité alimentaire, à la protection de l'environnement, à la lutte contre le VIH-SIDA, à la promotion du genre et à la Casamance.

Le PNUD œuvre aussi pour la promotion des meilleures pratiques en faveur de la coopération pour le développement dont le Gouvernement à l'entière responsabilité mais également pour l'harmonisation des interventions des Nations Unies.

D'une manière générale, les actions du PNUD ont contribué au renforcement des capacités des collectivités et organisations à la base, pour une meilleure gouvernance locale et l'amélioration des conditions de vie des populations. La mise en œuvre du PNBG, devrait permettre à cet égard, de soutenir la modernisation de la fonction publique, la décentralisation en cours, le renforcement de la gouvernance économique notamment par un appui déterminant à la réalisation du Plan d'action pour la réforme des finances publiques (CFAA-CPAR) ainsi que l'amélioration de la gestion et de la coordination des aides extérieures.

Le renforcement de la gouvernance démocratique à travers l'amélioration du travail parlementaire, la réforme de la justice, la lutte contre la corruption ainsi que le développement des NTIC constituent également des axes prioritaires d'intervention pour lesquels les agences des Nations Unies et notamment le PNUD, s'engagent à apporter leurs contributions.

Excellence, Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames, Messieurs,

La présente concertation de haut niveau permettra, sans nul doute, un débat fructueux et approfondi autour d'une documentation riche, fondée sur les travaux relatifs à la stratégie de lutte contre la pauvreté du Sénégal. En plus de cette documentation de référence, formulée à l'échelle nationale, il conviendra d'avoir à l'esprit, les orientations et recommandations stratégiques issues à l'échelle régionale, du NEPAD et au plan international, du sommet mondial pour les Pays les Moins Avancés (PMA) et de la déclaration du Millénaire.

Il m'apparaît essentiel à cet égard de rappeler, qu'un engagement mutuel a été proclamé, qui inclut des repères quantitatifs à l'horizon 2015 pour la réduction de la pauvreté, la généralisation de l'éducation primaire universelle, l'égalité des genres, la réduction de la mortalité maternelle et infantile, la lutte contre le VIH-SIDA et les grandes endémies, l'accès à l'eau potable et la protection de l'environnement.

Considérant en particulier le rôle assigné aux institutions des Nations Unies, nous souhaitons saisir cette occasion pour vous confirmer que les articulations du DSRP avec le Plan Cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, (UNDAF en sigle), sont parfaitement intégrées, que ce soit au niveau central ou au plan décentralisé, et que les orientations et recommandations issues de cette concertation pourront être, de ce fait, aisément prises en compte et transcrites au plan opérationnel.

Saluant les efforts déjà initiés en faveur des secteurs sociaux, le système des Nations Unies invite le Gouvernement du Sénégal à faire plein usage des mécanismes qui garantissent une allocation efficiente en faveur des services sociaux essentiels tout en assurant une plus grande efficacité des interventions au profit de la lutte contre la pauvreté.

Dans ce domaine, le PNUD et les agences des Nations Unies continuerons de soutenir les actions de renforcement des capacités, notamment des femmes et des groupes vulnérables, pour la promotion de l'éducation et de la formation, l'amélioration de la santé, de la nutrition, de la lutte contre les grandes endémies et le VIH-SIDA, la promotion des capacités des migrants et la gestion environnementale, toutes choses qui permettront de relever rapidement les contraintes au

développement du Sénégal et d'inscrire la dynamique en cours, dans la perspective des objectifs du Millénaire auxquels, nous avons tous ensemble souscrits.

Le PNUD et le SNU dans son ensemble, soutiennent activement la mise en œuvre des priorités que le Gouvernement a définies et l'encourage, conformément notamment, au plan d'action du Cadre Intégré, à renforcer les activités du secteur privé, la mise à niveau des entreprises, la promotion des PME et de l'artisanat, priorités essentielles pour consolider l'insertion de l'économie sénégalaise aux marchés mondial et régional et améliorer l'emploi et les conditions de vie. Il encourage également le Gouvernement dans la promotion et la mise en place de partenariats stratégiques, efficaces et opérationnels offrant les avantages du marché, l'attraction des investissements et l'accès aux technologies.

En référence aux recommandations du sommet de Monterrey et plus récemment encore, du sommet du G8 à Evian, le PNUD et avec lui le SNU, invitent le Gouvernement sénégalais et les partenaires au développement, ici présents, à intensifier leur efforts pour, entre autres :

- harmoniser les procédures opérationnelles afin d'améliorer les modalités de décaissements, de réduire les coûts et délais de transaction tout en s'assurant de la transparence et de l'efficacité dans la gestion des ressources ;
- améliorer la capacité d'absorption, la gestion budgétaire et la prévisibilité de l'aide publique au développement ;
- consolider la coordination et les partenariats, éléments essentiels pour la réalisation d'un développement humain durable et l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Enfin, le PNUD encourage le Gouvernement à poursuivre ses actions en vue de la consolidation du dispositif institutionnel de suivi du DSRP et des OMD, et de la définition des indicateurs pertinents pour le suivi-évaluation des actions de développement, et s'engagent à l'accompagner pour ce faire, avec la mise en place de l'Observatoire de la pauvreté, des conditions de vie et du développement humain.

Excellence, Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs,

J'aimerais terminer mon intervention en réitérant notre entière disponibilité, à œuvrer au côté du Gouvernement et en collaboration étroite avec les partenaires au développement, afin que le Sénégal puisse disposer des appuis et du financement nécessaires pour relever les défis de la lutte contre la pauvreté, réduire la vulnérabilité de son économie et consolider les bases de son développement .

Je vous remercie de votre aimable attention.